MANIFESTATION

Manifestation organisée par l'AFPCN avec le concours de la direction et du bureau des associations de la sécurité civile

LES RÉSERVES COMMUNALES

DOSSIER PARTICIPANTS

Mercredi 22 novembre 2006 (9h00 – 17h00)

Salle 4245 - MEDD 20 avenue de Ségur, 75007 PARIS

« LES RÉSERVES COMMUNALES »

Programme

9h00 : Accueil

9h30 : Ouverture par Yves Le Bars, Vice Président Délégué de l'AFPCN

9h45 : Rappel : les structures consultatives départementales : CCDSA, CDPRM

- **Patrice Lefebvre**, Ministère de l'Intérieur, Direction de la Sécurité Civile
- **René Feunteun**, Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, SDPRM

Questions de la salle

10h30 Les Réserves Communales

10h30 - 11h : Présentation de l'Etat des lieux

- Colonel Jean Pierre Cayla, *DDSC*, *Chef du Bureau des réserves communales* : Cadre législatif, Modalités de constitution, Point de situation.

11h - 11h45 Exemples de mise en œuvre :

- Lieutenant colonel Jean Luc Queyla, *Chef du groupement d'Avignon* : Avignon, exemple de réserve communale et d'association agréée.
- **Patrick Desard**, *Directeur de la Sécurité à Tours*: La réflexion de la ville de Tours; les réserves communales peuvent-elles avoir un rôle éducatif pour la formation des jeunes.

Questions de la salle

Pause 11h45 –12h

12h 13h : Phases de la gestion du risque et rôles possibles de la réserve communale

12h - 12h30 Préparation de la population

Jacques Grelu (plan de mise en sécurité des écoles, marquage des repères et information, surveillance des digues, etc)

12h30 - 13h Période de pré-crise et de crise :

Jean François Didon Lescot, *CLCV* : vigilance et surveillance du territoire, observation des propagations de crue, etc

Josette Fays, CIC Gapeau: réseaux d'alerte informels

14h15 - 15h Période de reprise des activités et de la reconstruction **Antoine Prax**, *Sous Préfet de Saintes* : l'expérience du Gard

Questions de la salle

15h - 15h15 Pause

15h15 - 16h30 Table Ronde sous la présidence d'Yves Le Bars

Participations de

Colonel Jean Pierre Cayla, DDSC Patrick Desard, Ville de Tours Josette Fays, Association René Feunteun, SDPRM Antoine Prax, Sous Préfet de Saintes Jean Claude Roure, Préfet honoraire

Thèmes évoqués lors de la table ronde de 15h15:

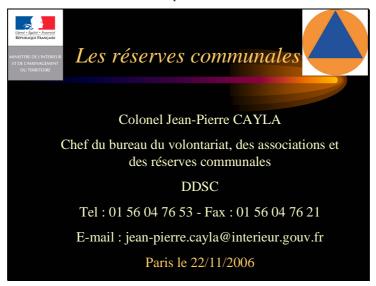
- Les réserves communales, outils par et pour les élus ?
- Comment les Associations peuvent-elles participer à la mise en place des réserves communales ?
- Quel est le champ des risques concernés ?
- Quelles compétences sont requises ?
- Quel financement?
- Quelles différences/convergences entre les situations urbaines et rurales ?

PRÉSENTATION DES INTERVENTIONS

Les réserves communales

Colonel Jean Pierre Cayla, DDSC, Chef du Bureau des réserves communales Cadre législatif, Modalités de constitution, Point de situation.

Diapositive 1



Diapositive 2





Diapositive 4



Diapositive 5





Diapositive 7



Diapositive 8





Diapositive 10



Diapositive 11





Diapositive 13



Diapositive 14



Diapositive 15



Diapositive 16



Diapositive 17



Diapositive 18



Diapositive 19



Diapositive 20



Exemples de mise en œuvre

Lieutenant colonel Jean Luc Queyla, Chef du groupement d'Avignon Avignon, exemple de réserve communale et d'association agréée.

Diapositive 1

RESERVE COMMUNALE DE SECURITE

- · Cadre règlementaire :
 - Loi du 13 Août 2004 :
 - » Articles : L1424-8-1 à L 1424-8-8.
 - Outil de mobilisation civique ayant vocation à apporter un soutien et une assistance aux populations, dans le cadre des missions relevant du Maire.

Diapositive 2

RESERVE COMMUNALE DE SECURITE

- Cadre règlementaire :
 - National:
 - » Loi du 13 Août 2004
 - » Circulaire du 12 Août 2005
 - Local:
 - » Délibération du Conseil municipal d'Avignon du 21 Juillet 2005
 - » Arrêté Municipal du 12 Août 2005
 - » Protocole d'assistance technique du 12 Août 2005



Diapositive 3

RESERVE COMMUNALE DE SECURITE

- Délibération du Conseil municipal d'Avignon du 21 Juillet 2005.
 - Validation du Principe de création de la RCS
 - Désignation des élus chargés de la mise en place :
 - » Monsieur François LELEU, Adjoint délégué à l'environnement
 - » Monsieur Henry AGU, Adjoint délégué aux Sapeurs-pompiers
 - Validation de la signature du protocole d'assistance technique entre la Mairie et les Sapeurs-pompiers d'Avignon



- Circulaire du 12 Août 2005 :
 - Précise
 - les missions et champs d'application
 - La création et l'organisation de la réserve communale
 - Les conditions d'engagement
 - Les statuts, droits et obligation des réservistes
 - l'équipement et le financement de la réserve
 - Les interventions hors des limites de la commune.



Diapositive 5

RESERVE COMMUNALE DE SECURITE

- Arrêté municipal du 12 Août 2005 :
 - Portant création d'une RCS pour les îles Barthelasse et Piot
 - Fixe :
 - La création et le Rôle
 - L'organisation et la gestion
 - La composition et les modalités d'engagement
 - Les obligations
 - Les missions de la RSC.



Diapositive 6

RESERVE COMMUNALE DE SECURITE

- Protocole d'assistance du 12 Août 2005 :
 - Signé entre la Mairie et les Sapeurs pompiers :
 - Permet au SDIS d'apporter une contribution technique
 - En parallèle des mesures déjà prises :
 - » Réalisation d'une salle crise au Centre de Secours
 - » Mise en place d'un serveur d'alerte (Appel de 700 foyers en 1 heure)
 - » Réalisation d'un Plan Communal de Sauvegarde.



- Recrutement:
 - Sur la base du bénévolat
 - Pas de conditions d'âge ou d'aptitude physique
 - Engagement souscrit pour la durée de 1an renouvelable dans la limite de 5 ans
 - · Signature d'un contrat d'engagement
 - Cet engagement peut être interrompu à tout moment par les deux parties



Diapositive 8

RESERVE COMMUNALE DE SECURITE

Statut des réservistes :

la mairie d'Avignon a pris un arrêté individuel pour chaque réserviste;

un envoi du listing a été transmis à l'assureur de la mairie



Diapositive 9

RESERVE COMMUNALE DE SECURITE

- Missions:
 - Préparation de la population face aux risques :
 - » Actions d'information préventive
 - » Sensibilisation des populations des îles

» Outil : DICRIM Avignon» Outil spécifique : doc particulier



- Missions:
 - Soutien et assistance des populations :
 - » Réalisation et tenue à jour d'un plan des îles avec localisation précise des résidants
 - » Recensement des personnes à mobilité réduite, des points particuliers
 - » Tenue à jour du fichier de l'automate d'appel (ANTIBIA)
 - » Outil : serveur ANTIBIA



Diapositive 11

RESERVE COMMUNALE DE SECURITE

- Missions:
 - En période de crue :
 - » Présence d'un réserviste au PC ou à la cellule de crise Mairie
 - » En lien avec le CCAS et le PCS mise en place des structures d'accueil, d'hébergement et de restauration des populations déplacées
 - » Outil: Plan Communal de Sauvegarde



Diapositive 12

RESERVE COMMUNALE DE SECURITE

- Missions:
 - Appui logistique et rétablissement des activités :
 - » Pour le retour à la normale, les missions s'appuient sur les décisions de la CMRME au travers du guichet unique
 - » Outil : Guichet unique

- Fonctionnement :
 - Présidence :
 - » Madame le maire d'Avignon
 - » Ou Adjoint délégué à l'environnement
 - » Ou Adjoint délégué aux Sapeurs-pompiers
 - Réunions :
 - » Au moins 2 fois par an sur convocation de la présidente
 - » Par courrier 15 jours avant la date prévue
 - Bilan annuel:
 - » Sera réalisé et transmis au préfet avec copie au Président du SDIS.

Diapositive 14

Actions

- Un règlement d'organisation et de mise en oeuvre.
 - Organisation : actions préventives et de sensibilisation:
 - Mise en œuvre : survenance de crue.
- Une sectorisation => répartition géographique
- Mise à jour du PCS

« Préalables »

Diapositive 15

Actions

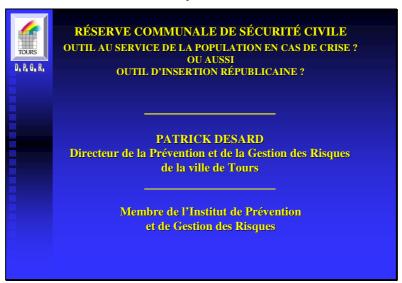
- Recensement des personnes (handicap, mobilité réduite, ...) => CNIL;
- Un document spécifique aux inondations du Rhône sur la Barthelasse;
- Une signalisation adaptée aux secours;
- Une présentation du SPC.
 - · Compte rendu annuel

« REX et anticipation »

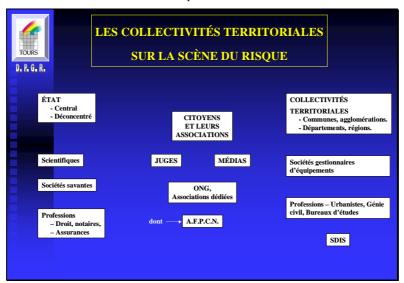
Patrick Desard, Directeur de la Sécurité à Tours

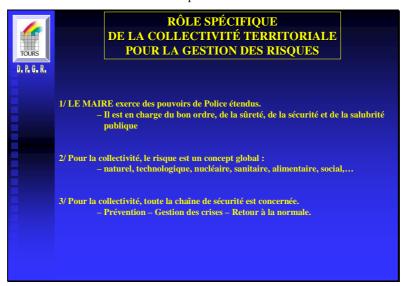
La réflexion de la ville de Tours : les réserves communales peuvent-elles avoir un rôle éducatif pour la formation des jeunes

Diapositive 1

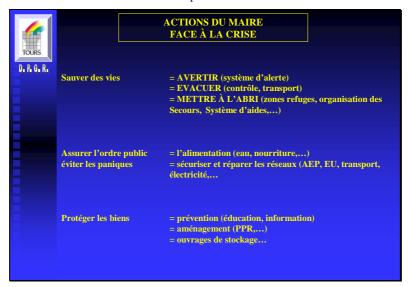


Diapositive 2





Diapositive 4







ORGANISATION DE LA VILLE DE TOURS

La municipalité, consciente des risques, riche d'expériences récentes ;

- \checkmark écroulement du pont Wilson Artère principale à Tours en 1978,
- ✓ accident industriel *PROTEX* en 1989,
- ✓ tempête en 1999,

et plus anciennes, particulièrement la grande crue de 1856, imprimée dans la mémoire des tourangeaux, décide, en janvier 1999 de se doter d'un service spécialisé de sécurité civile, chargé de la prévention et de la gestion des risques.

Cette création a coïncidé avec la départementalisation du corps communal de Sapeurs Pompiers de Tours.

Diapositive 7



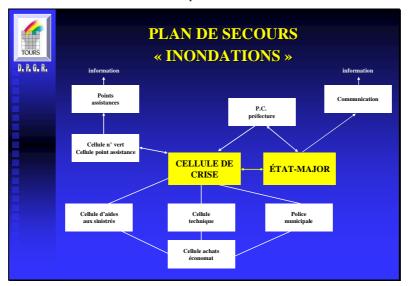


Diapositive 8



ORGANISATION DE LA VILLE DE TOURS

- CRÉATION D'UN SERVICE DE SÉCURITÉ CIVILE EN 1999 :
 - Gestion des ERP (commissions de sécurité)
 - Gestion de la sécurité des manifestations
 - Gestion des plans de secours et de sécurité
- \triangleright inondations
- **▶ VIGIPIRATE**
- GESTION DE LA CELLULE DE CRISE
- ORGANISATION DES MOYENS COMMUNAUX



Diapositive 10

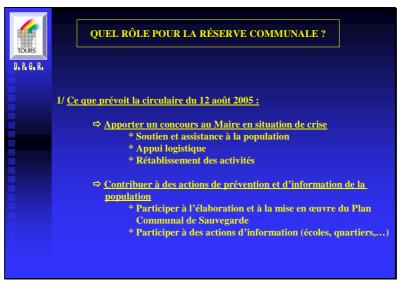


Diapositive 11

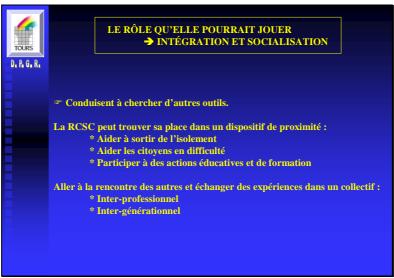


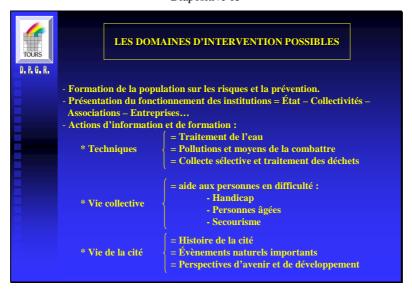


Diapositive 13

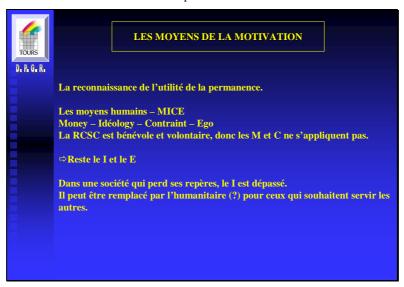


Diapositive 14





Diapositive 16



Diapositive 17



Diapositive 18



Diapositive 19



Phases de la gestion du risque et rôles possibles de la réserve communale

Préparation de la population

Jacques Grelu, IGGREF

1 – L'inventaire

Lors des inspections générales « risques naturels » et des expertises en phase de sortie de crises, nous rencontrons les situations suivantes :

<u>Inondations de bassins</u> (rapides ou lentes, ruissellement urbain). En matière sécuritaire, le classement entre ces phénomènes présente moins d'intérêt que le rapprochement entre le « temps de concentration d'une crue » sur un site et le « délai nécessaire à la mise en sécurité des populations », depuis la pré alerte du SPC jusqu'aux évacuations qui s'imposent ;

<u>Les différents aspects des submersions marines</u> (conjugués aux phénomènes d'érosion du trait de côte, d'ennoiement des polders ou marais, la sécurité des cordons dunaires);

<u>Les mouvements de terrains de toutes natures</u> (directs comme la chute de rochers et les glissements), diffus comme les retraits/gonflements d'argile, les phénomènes post-miniers avec l'aggravation de risques naturels préexistants.

Les incendies de forêts;

Les tempêtes, la neige....

Le traitement préventif de certaines catégories de phénomènes est difficile lorsque les enveloppes de risques sont aléatoires (incendies, tempêtes, chute généralisée de rochers) ou seulement repérables par recherche au sol (retrait d'argile). En matière de retrait par exemple, les communes ont intérêt à dresser une cartographie précise (le BRGM y a travaillé) et à se couvrir de PPR uniformes assortis d'une réglementation technique en zone pavillonnaire.

Il est très difficile de raisonner sur un modèle uniforme de traitement de crise. Traditionnellement, les modèles sont calés sur les inondations, ou plus généralement sur la montée des eaux. Les problèmes d'incendies et de tempêtes n'entrent pas du tout dans ce genre de logique : de plus, ils génèrent souvent l'éclosion d'autres risques cachés (relance de l'érosion en montagne, érosion dunaire, coulées de boues).

2 – La connaissance du scénario catastrophe dans les collectivités

Les différents outils :

<u>La cartographie de l'aléa</u> (3 niveaux au moins), les aléas de référence (par exemple pour la sécurité des ouvrages comme les digues fluviales ou marines);

<u>Les atlas ou les ouvrages spécialisés</u> comme les *Plans départementaux de protection des forêts contre les Incendies – PDPFI –ou les schémas d'aménagement de rivières.* Ces ouvrages y caractérisent les enveloppes de risque à traiter jusqu'à la dimension communale et le rôle des élus y est de mieux en mieux reconnu. C'est ainsi qu'en matière d'inondation par exemple, la loi reconnaît aux collectivités un droit d'inscription de servitude UP sur les terrains nécessaires à la rétention de l'eau ou à l'expansion des crues. Il existe un schéma parallèle en matière d'incendies où la loi forestière confie aux maires ou présidents de SIVU des missions précises (équipement des massifs sensibles, contrôle du débroussaillement légal).

La chaîne d'information

Les « portés à connaissance », les DCS, les enquêtes publiques avant PPR, les DICRIM, l'information des acheteurs de biens immobiliers (difficilement mise en œuvre) ;

Le droit des sols

La transcription, fondamentale, des actes qui précèdent dans le droit des sols Les PLU et leur réglementation

La réactivité dans les collectivités territoriales

Elle est portée par les plans communaux de sauvegarde (PCS), ou les PPI de l'Etat dans des situations particulières d'équipements à surveiller régulièrement (barrages, digues, industrie, incendies de terrils, transports spéciaux)

Importance des PCS pour la création de « réserves communales », voir le décret 2005 1156 du 13 septembre 2005.

Il existe un « <u>niveau habituel</u> » qui comporte au minimum un dispositif d'alerte, l'information des populations et des hébergements d'urgence et un « <u>niveau renforcé</u> » qui peut prévoir :

- . La création de PC de crise communaux ;
- . Des équipements techniques : traitement des inondations, parc ou astreinte sur du matériel de travaux publics lors d'incendies ou de travaux prévisibles sur digues, matériel de haute technologie (thermographie, plongée par exemple) ;
 - . Création de réserves de sécurité civile ;
 - . Exercices :
- . Création de systèmes locaux de vigilance de crues pour les communes non prises en compte par le dispositif français de SPC (cas relativement fréquent pour des rivières isolées mais dangereuses comme la Berre dans l'Aude, les Côtiers vendéens....);
- . Regroupements intercommunaux (cas des incendies de massifs forestiers) : les SIVU locaux maîtres d'ouvrage s'organisent en PICS par exemple, sans les nommer d'ailleurs.

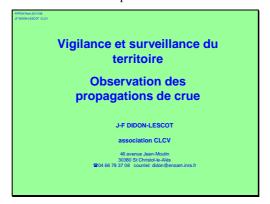
Le durcissement des réseaux publics (document spécial proposant une méthode de raisonnement par étapes :

- Quels sont les points névralgiques à sécuriser ? (Exemples : PC des mairies, postes de Gendarmerie/police, sapeurs-pompiers, relais transmissions, écoles, hôpitaux, portes d'accès aux autoroutes...)
 - . Comment hiérarchiser leur intérêt stratégique ?
- . Les 4 « artères nourricières » (transmissions, électricité, eau potable et itinéraire d'accès)
 - . Quel prestataire gère ces artères nourricières ?
 - . Quel est le service minimum attendu au niveau d'un aléa de référence. ?

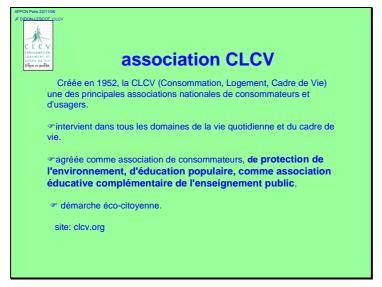
Période de pré-crise et de crise

Jean François Didon Lescot, CLCV Vigilance et surveillance du territoire, observation des propagations de crue ...

Diapositive 1



Diapositive 2



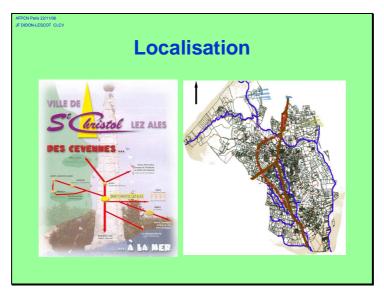
Diapositive 3



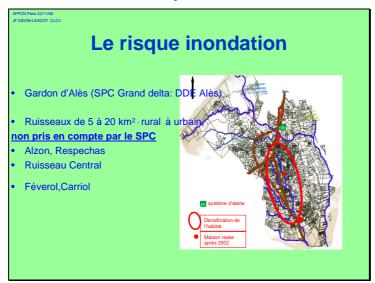
Diapositive 4



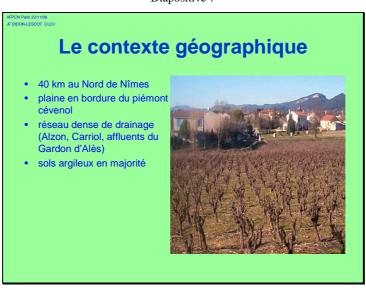
Diapositive 5



Diapositive 6



Diapositive 7



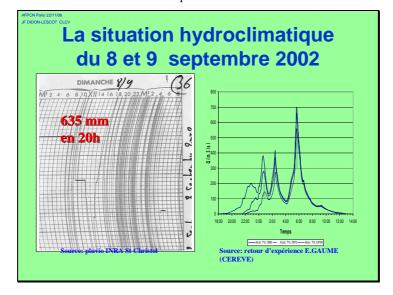
Diapositive 8



Diapositive 9



Diapositive 10



Diapositive 11



Diapositive 12



Diapositive 13



Diapositive 14



Diapositive 15



Diapositive 16







- Pluviographe à augets basculeurs
- 1 centrale de mesures DANAE/LC/A
- 1 modem GSM intégré
- envoi de messages SMS vers 4 usagers (alerte déclenchée à partir d'un seuil prédéterminé, cumul de pluie sur pas glissant)
- (*) société ALCYR: christian.burgert@wanadoo.fr

Diapositive 18

Comment ça marche?

Risque inondations

- Pluviomètre (système
- DANAE Sté ALCYR) seuil prédéterminé : 60 mm/h début automne puis 30 mm/h après saturation des sols
- Pré alerte
- Message SMS vers

- services techniques municipaux
- Alerte ciblée (système CEDRALIS)
- via routeur téléphonique
- 250 lignes téléphoniques (tel, fax, courriel) averties en moins de 15 mn (test fin décembre)
- habitants des quartiers sensibles

Diapositive 19

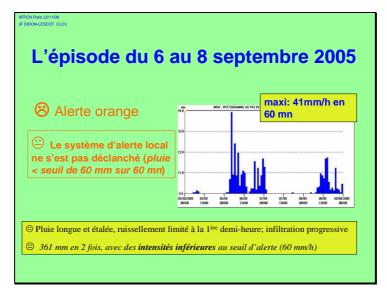
Test en vraie grandeur du 6 septembre 2005



Alerte orange

6 septembre 2005: 250 mm de pluie en 24h

- Alerte déclanchée par CEDRALIS à 11h50
- A 12h10,
- Message reçu par 193 foyers (sur 254)
- · 61 foyers n'ont pas décroché le téléphone

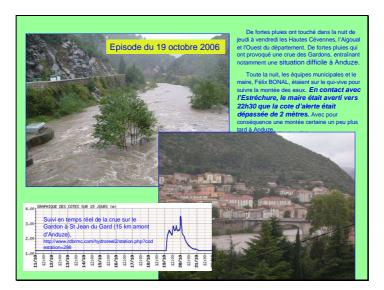


Diapositive 21



Diapositive 22

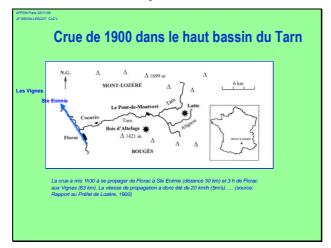




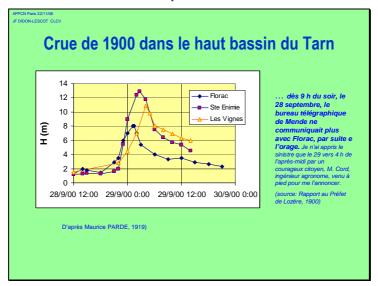
Diapositive 24



Diapositive 25



Diapositive 26



Diapositive 27



Diapositive 28



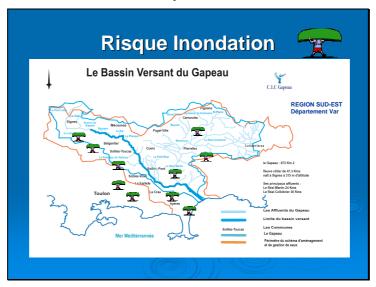
Josette Fays, CIC Gapeau **Réseau d'alerte informel**

Diapositive 3

Création

- > 600 familles sinistrées dans la vallée suite aux inondations des 17 & 18 janvier 1999
- L'association est créée le 10 février
 - 1er Objectif : lutter contre les inondations

Diapositive 4



Diapositive 5

CRUES TORENTIELLES

- Le Gapeau et ses affluents ont un régime hydraulique typiquement méditerranéen, aux étiages marqués et aux crues soudaines et violentes, provoquées par des pluies orageuses;
- Ces crues sont susceptibles d'engendrer des inondations rapides et brutales, occasionnant des dégâts particulièrement lourds, tant matériels qu'humains.

Diapositive 6

TEMPS DISPONIBLE

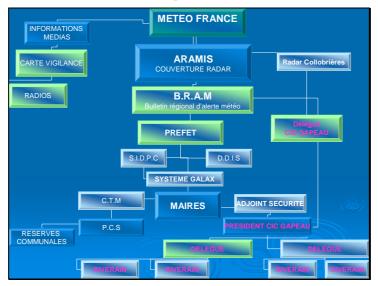
- 4 HEURES



Diapositive 8

ORGANISATION DE L'ALERTE

- Nous tenons à rendre compte des dysfonctionnements sur le terrain dans l'organisation de l'alerte et des défaillance, lors de la dernière crue de 1999.
- Dans l'attente d'une amélioration des circuits officiels de l'alerte, une gestion locale de l'information est assurée par le CIC GAPEAU, par le biais de « Délégués de commune » ; ceux-ci font le lien entre les services de l'état, les mairies et la population, par une large diffusion téléphonique de l'alerte.
- Il est primordial de pouvoir organiser à temps, la remontée des meubles dans les maisons et éventuellement l'évacuation des personnes...



CHAINE D'ALERTE TELEPHONIQUE CIC GAPEAU

DELAI 10 A 20 MINUTES

Le président, d'après un repère de crue et confirmation de son délégué météorologique, lance la chaîne d'alerte téléphonique. Il effectue 2 appels.

La priorité des appels est en fonction des enjeux et de l'aléa. Chaque personne listée peut recevoir et émettre 1 ou 2 appels, ainsi de suite...

En cas de correspondant absent, le signalement est effectué auprès du vice président, situé hors zone inondable, qui réceptionne les appels non aboutis et reprend la chaîne.

En fin de chaîne, les derniers appels sont dirigés vers le vice président pour collectes des dernières données et bilan final.

La chaîne peut être lancée 2 fois : vigilance et alerte.

Diapositive 11

EVOLUTION DE LA DEMANDE

- La chaîne est opérationnelle sur le Gapeau depuis 2001
- Une deuxième chaîne est à l'étude sur la rivière de Carnoules suite aux inondations de décembre 2005

Diapositive 12



Période de reprise des activités et de la reconstruction

Antoine Prax, Sous Préfet de Saintes L'expérience du Gard

Diapositive 1



Inondations du Gard des 8 et 9 septembre 2002

Diapositive 2

TROIS OBJECTIFS

- Servir de relais entre les sinistrés et les différentes institutions et les élus locaux.
- Assurer la cohérence du traitement administratif de chaque sinistré.
- Etre un outil de retour d'information pour tous les ministres concernés par la catastrophe.

Diapositive 3

SES MISSIONS

- Concentration des informations en un seul point.
- Cohérence du traitement administratif de chaque dossier.
- Capacité de **mobilisation** de l'ensemble des services déconcentrés de l'Etat.
- Préparation des comités hebdomadaires, diffusion des décisions et élaboration de la doctrine locale.
- Démarche d'écoute et de dialogue directs avec les sinistrés et les élus.

Diapositive 4

FONCTIONNEMENT DU GUICHET UNIQUE:

Bilan un an après

COLLECTIVITES LOCALES

- Une entrée.
- Une réunion hebdomadaire du comité technique d'instruction

suivie:

• d'une réunion du comité décisionnel Rythme de consommation soutenue. Décision pré-notifiée en moins d'une semaine.

Diapositive 6

ENTREPRISES

- Une entrée
- Comité décisionnel hebdomadaire

Décision notifiée en moins d'une semaine

Diapositive 7

AGRICULTURE

• D.D.A.F. : plaque tournante

Diapositive 8

Cette méthode de travail a permis :

- Une très forte association des partenaires
- Le pilotage de l'Etat
- Un renforcement des liens entre les partenaires pour la **réalisation du même** objectif: la reconstruction

Diapositive 9

A noter:

Une procédure remarquable :
 l'assouplissement des règles d'emploi du
Fonds d'Intervention pour le Soutien à
l'Artisanat et au Commerce (FISAC) et
l'expérimentation de décentralisation de
sa gestion.

Diapositive 10

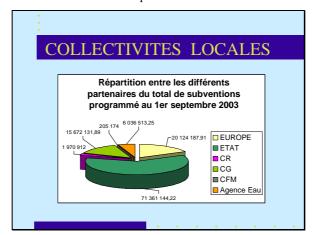
LES PARTICULIERS

- Les secours d'urgence et l'aide au retour dans le logement.
- Le logement :

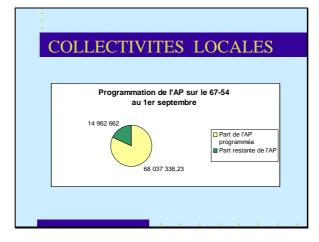
Un programme d'intérêt général

- Les mobil-homes.
- Les relocalisations.

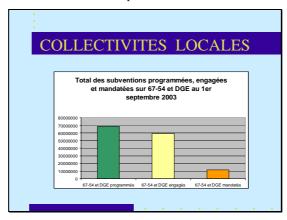
Diapositive 11



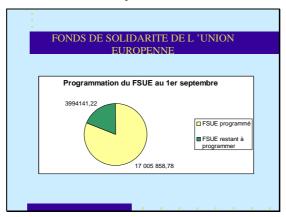
Diapositive 12



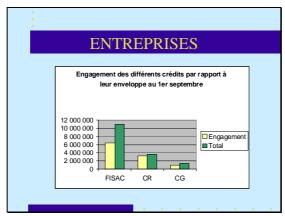
Diapositive 13



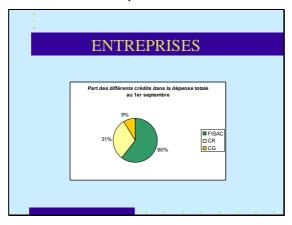
Diapositive 14



Diapositive 15



Diapositive 16



LISTE DES PARTICIPANTS

NOM	Organisme	Adresse mel
Angebaud Roger	CRF / CNPC	roger.angebaud@free.fr
Besançon Isabelle	Nantes Métropole	isabelle.besancon@nantesmetrop ole.fr
Brault Jean Philippe	Certa	Philbrault@aol.com
Brugnot Gérard	Cemagref - AFPCN	gerard.brugnot@tele2.fr
Buffetrille Michel	IFFO-RME	michel.buffetrille@wanadoo.fr
Cayla Jean Pierre	Colonel - DDSC - Ministère de l'Intérieur	jean- pierre.cayla@interieur.gouv.fr
Chamboredon Pierre	Confédération des Riverains du Rhône	chamboredon@enclos.fr
Coder Patrick	ADCC Feux de Forêts des Bouches du Rhône	adccff13@comites-feux.com
Coquelin Michel	UNALCI - Protégeons nos berges adamoises	michel1.coquelin@wanadoo.fr
Desard Patrick	Ville de Tours	p.desard@ville-tours.fr
De Vanssay Bernadette	AFPCN	bdevanssay@wanadoo.fr
Didon Lescot Jean François	CLCV	didon@ensam.inra.fr
Dorgeuille Claude	CARNACQ	c.dorgeuille@wanadoo.fr
Dubois Yves	Mairie de Paris	dubois.yves@wanadoo.fr
Duclusaud Jean Louis	ONG Terres Sud 21	duclusaud@free.fr
Fays Josette	Association CIC Gapeau	cicgapeau@hotmail.fr
Feunteun René	MEDD - DPPR	rene.feunteun@ecologie.gouv.fr
Grizard Sylvie	MRN	sylvie.grizard@mrn.gpsa.fr
Grelu Jacques	IGGREF	jacques.grelu@wanadoo.fr
Geruy Alain	Association de quartier inondable	ngeruy@club-internet.fr
Hakimian Stéphanie	Mairie de Paris	stefhakimian@yahoo.fr
Huet Philippe	AFPCN	philippe.huet8@wanadoo.fr

Jean Annie	Histoire d'Eau	guy.jean2@wanadoo.fr
Jean Guy	Histoire d'Eau	guy.jean2@wanadoo.fr
Josse Didier	Ville de Châtenay- Malabry	hygiene-securite@chatenay- malabry.fr
Lacan Sylvaine	Confédération des riverains du Rhône et de ses affluents - ASPET	lacanc@wanadoo.fr
Lagain Martine	Université Paris 13 - Association défense de l'environnement Argentueil	martine.lagain@wanadoo.fr
Laya Patrice	OGR	office.risque@free.fr
Le Bars Yves	AFPCN	yves.lebars@cemagref.fr
Lefebvre Patrice	Ministère intérieur - DDSC	patrice.lefebvre2@interieur.gouv. fr
Legrier François	AGPM	francois.legrier@agpm.fr
Lepage Martine	Etat Major Zone de Défense de Paris IDF - Préfecture de Police	martine.lepage@interieur.gouv.fr
Merrheim Marie Pierre		mmp.merrheim@wanadoo.fr
Pétrelle Julie	AFPCN	afpcn@engref.fr
Piton Françoise	Association Union Oise 95 - UNALCI	francoise.piton@neuf.fr
Poilliot Madelaine	Associations de riverains et éclusiers des Deux Sèvres	
Poupinot Jean Pierre	Associations de riverains et éclusiers des Deux Sèvres	jp.poupinot@wanadoo.fr
Prax Antoine	Sous Préfet de Saintes	antoine.prax@charente- maritime.pref.gouv.fr
Queyla Jean Luc	Lieutenant Colonel - SDIS Vaucluse	queyla.jl@sdis84.fr
Quiot Anne Marie	Association CODAMCRU	ambquiot@wanadoo.fr
Raynaud Jacques Alain	APRPV - CLAPE-LR	scope2@wanadoo.fr
Riallant Yves	AFIGéo	yves.riallant@afigeo-asso.fr
Rivière Barbara	Ville de Saint Pierre des Corps	
Rosemain Richard	CERTA - Association	certa@magic.fr

Roure Jean Claude	Préfet honoraire	jc.roure@club-internet.fr
Royet Bruno	CETE de l'Est	bruno- gilbert.royet@equipement.gouv.f r
Sottejeau Valérie	Préfecture Val d'Oise	valerie.sottejeau@val- doise.pref.gouv.fr
Serrand François	CADVIL - CARNACQ	
Schick Olivier	Prévention 2000	olivier.schick@numericable.fr
Suarez Jean Pierre	Carnon Environnement	carnonenv_asso@yahoo.fr
Vignon Cathy	Association CLAPE-LR	vignonc@club-internet.fr

ANNEXES

- Article 1 : Extrait de « *la Loi de modernisation de la sécurité civile du 13 août 2004* » sur les réserves communales
- Article 2 : « Circulaire du 12 août 2005 » relative aux réserves communales de sécurité civile
- Article 3 : « Le Plan communal de sauvegarde : quel rôle pour le SDIS ? » Lieutenant colonel Jean Luc Queyla, chef du groupement d'Avignon
- Article 4 : « Réserves communales de sécurité civile : objectifs et missions » Lieutenant colonel Jean Luc Queyla, chef du groupement d'Avignon
- Article 5 : « *Témoignage sur les inondations du Gard 2002-2003 et retour d'expérience* » de **Jacques Grelu** en complément de l'intervention d'Antoine Prax